



S'inscrire à la newsletter

ZOOM

## Comment les infirmiers libéraux veulent et peuvent améliorer leur sécurité



**Un atelier sur la sécurité des infirmiers libéraux s'est tenu mercredi, dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) de Cayenne. Cette première rencontre et celles à venir ont pour objectif de « réfléchir ensemble, de trouver des pistes et d'offrir des solutions » à ces professionnels de santé régulièrement exposés aux problèmes d'insécurité, dans l'exercice de leur profession.**



Mercredi dernier, les infirmiers libéraux (IDEL) ayant participé à l'atelier sur la sécurité, organisé par le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Cayenne, sont tous repartis avec un cadeau : un porte-clef alarme qui envoie une sonnerie stridente quand on tire dessus, pour faire fuir son agresseur. C'est Awatef Argoubi, infirmière libérale, conseillère municipale déléguée à la santé à la mairie de Cayenne, et présidente de la Fédération nationale des infirmiers (FNI) pour la Guyane, qui le leur a offert. Cet atelier était une première et ne demande qu'à être renouvelé.

Le quotidien des IDEL n'est pas de tout repos. Et il n'est pas question, ici, d'évoquer l'amplitude de leurs horaires de travail ou les kilomètres effectués chaque jour, mais les conditions de sécurité

dans laquelle exerce cette profession très largement féminisée : on compte six infirmières pour un infirmier, en Guyane. Au cours de cette soirée, les infirmiers libéraux ont donc pu échanger avec les représentants des forces de l'ordre, de la mairie, de la préfecture et avec Clara de Bort, la directrice générale de l'ARS, sur les problèmes de sécurité liés à leur exercice. Que ce soit durant leurs nombreux trajets ou chez leurs patients.

### Porte-clef alarme, SMS ou bouton d'urgence



« Nos horaires sont très larges, on soigne tout le monde, quels que soient l'heure et le lieu. Les professionnels travaillent de nuit, ce qui représente un facteur aggravant pour notre sécurité », rappelle Awatef Argoubi. Outre son porte-clef alarme, la représentante syndicale a indiqué à ses collègues utiliser le système de SMS du 114, le numéro d'urgence réservé aux sourds et malentendants : « Cela fonctionne très bien. On peut utiliser ce numéro si la situation le nécessite. Le relais sera automatiquement effectué vers les services de police et de gendarmerie de Guyane. »

Au cours de la même soirée, le Dr Jawad Bensalah, radiologue dans le quartier de Mont-Lucas, à Cayenne, a présenté le bouton d'urgence utilisé par de nombreux médecins, à destination des infirmiers exerçant en cabinet. Il est discret mais nécessite d'être acheté et de s'acquitter d'un abonnement, à la charge du professionnel de santé. Les infirmiers ont prévu d'en débattre lors d'une prochaine rencontre.

Cet atelier a été l'occasion de présenter les [résultats d'un questionnaire](#) auquel ont répondu 110 infirmiers libéraux, soit un tiers de la profession. Plus d'un sur deux se sent en insécurité pendant son travail. Un sur deux a déjà subi une agression verbale durant ses déplacements ou pendant qu'il était en soins. Et près de 40 % une agression physique. Quatre infirmiers sur cinq affirment que « l'insécurité ou son sentiment est un frein à la prise en charge d'un patient ». Awatef Argoubi abonde : « Des collègues ont quitté le territoire suite à des agressions durant leur travail. » Une répondant au questionnaire reconnaît : « J'ai préféré arrêter la prise en charge de certains patients pour ma sécurité. »

### Alerter pour faire progresser la sécurité ensemble



Les représentants des forces de l'ordre présents, qu'ils soient de la gendarmerie, de la police nationale ou de la police municipale ont insisté sur la nécessité d'appeler le 17 en cas de problème. Et sur la nécessité de déposer plainte : sur 49 infirmiers ayant subi une agression physique pendant leur travail, seuls 15 disent l'avoir fait. « L'important, c'est de communiquer, d'alerter, de ne jamais hésiter en cas de danger à appeler le 17, surtout si une situation semble anormale », poursuit le chef d'escadron Eloi Pierchon, adjoint prévention de la gendarmerie nationale. Il se dit partisan de la mise en place de formations, de sensibilisation aux réactions à avoir en cas de violence. Une formation que la quasi-totalité des répondants au questionnaire appellent de leurs vœux, pour les aider à gérer les

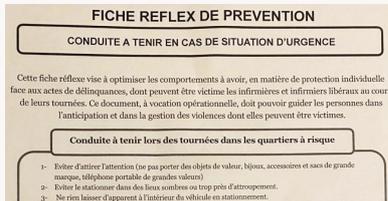
conflits et l'agressivité.

« Nous encourageons les infirmiers à faire remonter toutes les difficultés qu'ils peuvent rencontrer dans le cadre de leurs déplacements chez leurs patients », insiste le major Roland Deruel, de la police nationale. Et de citer ce qui peut les gêner dans leurs déplacements professionnels : routes entravées par des véhicules abandonnés, fils électriques coupés, rassemblement inopportuns... Si les représentants des forces de l'ordre admettent qu'ils ne pouvaient pas mettre une patrouille partout, ils ont expliqué aux infirmiers l'intérêt de tels signalements : mieux comprendre ce qui se passe, procéder à d'éventuels recoupements, ajuster les zones de surveillance. Ils ont insisté sur la nécessaire entraide, à travers ces informations, pour faire progresser la sécurité.



## « Que les professionnels soient en sécurité partout sur le territoire »

Clara de Bort a encouragé également le partage d'expérience entre professionnels de santé : « C'est une question délicate sur laquelle d'autres professionnels se sont déjà penchés. Des réponses communes peuvent être apportées lors d'échanges de pratiques avec les infirmiers de l'hôpital, qui ont parfois des relationnels très compliqués avec certains de leurs patients. »



Les animateurs de l'atelier également ont présenté une fiche réflexe de prévention, en cours de rédaction. Elle répertorie les conduites à tenir en cas d'urgence, que ce soit lors des tournées dans des quartiers dits à risque, en cas d'agression sur la voie publique ou encore en cas d'agression chez le patient. Ce type d'outil est déjà expérimenté par d'autres professions (notamment

les commerçants), comme l'a évoqué le chef de service de la police municipale de Cayenne Franck Ho-a-Chuck.

La gendarmerie, pour sa part, a indiqué qu'elle utilise un dispositif spécifique aux professions menacées. Cette [base de données est alimentée par un questionnaire](#) auquel les infirmiers ont été invités à répondre. « On ne perd ainsi plus de temps, à chaque appel, à reprendre les renseignements concernant la personne », témoigne le chef d'escadron Pierchon.

Awatef Argoubi encourage également ses collègues à penser à l'après-agression : « Même si on n'y pense pas, même si on s'en sort bien, l'agression peut laisser une trace post-traumatique. Il demeure important de pouvoir en parler avec un professionnel. Il faut aussi penser à nous, penser à l'après pour se sentir suffisamment bien pour pouvoir repartir. La sécurité, c'est pour vous, mais c'est aussi avec vous. » Si ce premier atelier s'est déroulé à Cayenne, elle insiste sur le fait que les dispositifs évoqués peuvent être utilisés sur tout le territoire et que d'autres réunions suivront pour améliorer les dispositifs, répondre à d'autres questions : « Les conduites à tenir en cas de danger sont les mêmes partout. Les infirmiers bougent et ne sont pas statiques, même si chaque lieu, chaque moment de la journée a des problématiques propres. C'est pourquoi il est important pour chacun de faire remonter ses expériences, ses difficultés. Il faut que les professionnels soient en sécurité sur tout le territoire. »

**Contact : Collins Barthélémy, responsable du CLSPD, de Cayenne au 0594 39 72 21 ou à [c.bathelemy@ville-cayenne.fr](mailto:c.bathelemy@ville-cayenne.fr).**

## EN BREF

### ◆ Dasri : le Chog veut réduire la facture

Avec 93 tonnes de déchets d'activités de soins à risques infectieux (Dasri) produites l'an dernier, le centre hospitalier de l'Ouest guyanais (Chog) se situe au même niveau que des hôpitaux bien plus gros que lui. Cela a une conséquence sur ses finances, puisque le traitement des Dasri est facturé au poids. Au



Chog, la facture s'est élevée à 345 000 euros en 2021. Pour tenter de la réduire, plusieurs actions sont menées depuis la rentrée par Amour Panelle, hygiéniste de l'établissement, et ses collègues.

Affiches, réunions d'information, rappels sur les bonnes pratiques en matière de tri des déchets, travail avec les cadres pour adapter les contenants à l'activité des services. Un précédent audit a révélé que tout est jeté dans les bacs à Dasri : essuie-tout, emballages papier... alors que leur place est avec les ordures ménagères. Un nouvel audit sera mené dans les prochains jours pour vérifier si ces premières actions ont un effet sur ce qui est retrouvé dans les bacs à Dasri. Dans six mois, un point sera fait pour constater si la masse de Dasri a diminué ou non. « Notre objectif est de diminuer notre quantité de Dasri et de passer à 70 % d'ordures ménagères pour 30 % de Dasri », conclut Amour Panelle.

#### ◆ Santé mentale : Radio Peyi fait le point avec Sonia da Cruz



A l'occasion des Semaines de la santé mentale, [Sonia da Cruz](#) était l'invitée de [Radio Peyi](#), vendredi matin. La coordinatrice du projet territorial de santé mentale (PTSM, pôle psychiatrie, CHC) a rappelé les objectifs de ces semaines : sensibiliser la population générale, travailler sur la prévention, faire connaître les dispositifs, lutter contre la stigmatisation. Elle est revenue sur quelques-unes des problématiques que connaît le territoire : retard de diagnostic, augmentation des troubles psychiques

« dans le monde, en France et en Guyane en particulier », manque de structures dans le territoire pour permettre les meilleures orientations des usagers.

Retrouvez, dans la rubrique Agenda de la Lettre pro, les événements organisés dans le cadre des Semaines de la santé mentale.

## Le nez dans le PRS



**Le Projet régional de santé (PRS)** constitue la feuille de route en matière d'accès aux soins et de parcours de soins, en Guyane, jusqu'en 2028. Elaboré en 2018, il a été profondément modifié du fait de la crise Covid, de la création du GHT, du développement du numérique en santé et, désormais, du projet de CHU de Guyane. Une version révisée a été publiée en 2022. Parce qu'il liste les projets de développement majeurs pour la santé en Guyane, parce

qu'il précise, pour certaines spécialités, les autorisations qui pourront être accordées, nous vous proposons, filière par filière, de découvrir ou redécouvrir son contenu. Pour les activités soumises à autorisation, un tableau précise les autorisations accordées dans le cadre du PRS 1 (2011-2015), les projets initiaux du PRS 2 (2018-2028) et les projets de la version révisée (PRS 2 actualisé). Cette révision propose des autorisations en coupant la Guyane en deux : la zone 1 comprend Cayenne, Matoury et Rémire-Montjoly ; la zone 2, le reste du territoire.

#### Médecine interventionnelle : un développement attendu

La médecine interventionnelle tend à se développer et à se consolider dans les prochaines années. En effet, spécifiquement sur les filières AVC et infarctus, les besoins de prise en charge de la population sont conséquents notamment en activités chaudes, il convient ainsi de renforcer l'autonomie de ces filières sur le territoire pour favoriser les chances de survie.

Concernant la cardiologie interventionnelle, le territoire compte déjà une unité de soins intensifs en cardiologie. L'objectif attendu est l'augmentation de sa capacité afin de maintenir sur le territoire un plus grand nombre de cas complexes. Cette autonomisation de la filière aura un impact conséquent sur le nombre d'EVASAN dont pâtit actuellement le territoire.

Concernant la neurologie interventionnelle, l'objectif largement mentionné par les acteurs du territoire sera de mettre en place dans les prochaines années, une unité neurovasculaire (UNV) avec une déclinaison de toute une filière AVC. De ce fait, les patients pourront être pris en charge dans des délais plus courts et pourront basculer en UNV si une suspicion est confirmée. L'UNV sera alors le plateau de recours pour toutes les suspicions des AVC confirmés dans des délais convenables.

Ces deux spécialités ont vocation à être universitarisées. L'objectif final sera de bénéficier sur le territoire d'une autonomisation complète en médecine interventionnelle grâce aux développements des plateaux spécialisés censés appuyer la prise en charge des spécialités. Dans l'optique de bénéficier d'un futur CHRU, il est donc attendu la mutualisation du plateau de médecine intensive et les autorisations suivantes :

	PRS 1	PRS 2	PRS 2 actualisé
	Cible	Cible	Cible exprimée en borne basse et borne haute
UNV	0	0	1-1
USIC	0	0	1-1

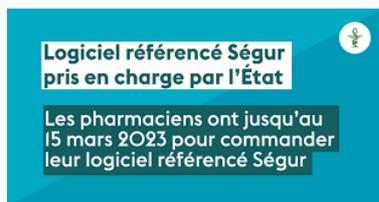
En synthèse, suite à l'annonce du projet de CHRU de Guyane, le PRS2 actualisé prévoit des autorisations pour une unité neurovasculaire, qui doit ouvrir dans les prochains mois à Cayenne, et une unité de soins intensifs de cardiologie, qui a vu le jour. La précédente version du PRS n'en prévoyait pas.

**Dans la rubrique Le nez dans le PRS de vendredi : Chirurgie et chirurgie ambulatoire**



### Utile pour votre exercice

#### ► Ségur numérique : un délai supplémentaire pour les pharmacies d'officine



Un arrêté publié au Journal officiel prolonge le délai dans lequel les gérants de pharmacie d'officine doivent passer commande de leur logiciel de gestion compatible Ségur numérique, s'ils veulent bénéficier d'une prise en charge intégrale par l'État de cette mise à jour. Ils ont désormais jusqu'au 15 mars pour passer commande auprès de leur éditeur. L'installation devra être réalisée avant le 28

avril.

Pour les autres professionnels de santé libéraux concernés par cette première vague (médecins, radiologues, gérants de laboratoire de biologie médicale), les dates ne changent pas : la commande de la mise à jour doit être effectuée avant le 30 novembre et la mise à jour effectuée avant le 28 avril.

L'objectif de cette mise à jour est de rendre les logiciels métier interopérables et compatibles avec Mon espace santé. Elle permet également d'intégrer à ces logiciels un module d'e-prescription. Retrouvez toutes les informations sur le Ségur numérique sur le [site internet de l'Agence du numérique en santé](#).

### Utile pour vos patients

#### ► Les régimes intermittents sont-ils plus efficaces pour la perte de poids ?

Les régimes intermittents connaissent une grande popularité. Mais peut-on vraiment dire concernant leur effet sur la perte de poids ? Sont-ils plus efficaces que d'autres régimes à long



terme ? Et quel est leur impact sur le comportement alimentaire ? [Canal Détox, la page de vulgarisation scientifique de l'Inserm](#), se penche sur ces questions.

Les régimes intermittents sont très variés :

- Régime 5:2 (cinq jours de consommation normale, deux jours très restrictifs à 500 calories pour les femmes et 600 calories pour les hommes) ;
- Régime 16:8 (14 à 16 heures de jeûne par jour, et des repas concentrés sur les 8 à 10 heures restantes) ;
- Alternate Day Fasting (jeûne un jour sur deux).

« Ce type de régime est souvent présenté comme plus efficace pour favoriser la perte de poids, constate l'Inserm. Certains estiment notamment qu'il permet d'éviter les contraintes et les frustrations éventuelles liées à une restriction alimentaire continue, et donc qu'il conduit à une meilleure adhésion. D'autres mettent en avant des effets bénéfiques sur des paramètres métaboliques (pression artérielle, glycémie, cholestérol...), voire pour la prévention de certaines maladies (cancers, maladies inflammatoires, métaboliques, cardiovasculaires...).

Il faut toutefois noter que des études scientifiques bien construites, avec des méthodologies solides, manquent encore pour évaluer correctement ces régimes et leurs effets au sein de différentes populations. De plus, même lorsque des résultats intéressants sont obtenus, il peut être difficile de les généraliser à l'ensemble des régimes intermittents étant donné l'hétérogénéité des pratiques. » En s'appuyant sur plusieurs méta-analyses ou études les plus poussées, Canal Détox conclut que « les résultats sont variables. La plupart des publications ne montrent pas de supériorité du régime intermittent (quelles que soient ses modalités) par rapport à d'autres régimes en matière de perte de poids (...) Ces différentes études se sont aussi intéressées à des paramètres métaboliques cruciaux pour la santé, notamment cardiovasculaires, sans parvenir à montrer la supériorité d'un régime sur les autres. »

## Offres d'emploi



- Le groupe SOS Solidarités recrute, pour son pôle lutte contre les inégalités sociales, au sein des appartements de coordination thérapeutique (ACT) de type Housing First, un **éducateur spécialisé** et un **infirmier**. CV et lettre de motivation à [ct.guyane@groupe-sos.org](mailto:ct.guyane@groupe-sos.org)
- Le groupe SOS Solidarités recrute, pour son pôle lutte contre les inégalités sociales, des appartements de coordination thérapeutique (ACT) de Kourou et/ou Rémire-Montjoly, un **infirmier**, un **agent technique** et un **travailleur social** (assistant de service social, conseiller en économie sociale et familiale). CV et lettre de motivation à [act.guyane@groupe-sos.org](mailto:act.guyane@groupe-sos.org)

## Agenda



### Aujourd'hui

► **Semaines de la santé mentale.** De 13h30 à 16 heures, atelier « Santé mentale et logement, quels besoins ? Quels projets sur le territoire de la CACL ? » et exposition « La carte mentale des ressources mobilisables pour l'accès et le maintien dans le logement », à l'appartement pédagogique de Guyane promo santé (GPS), 144 bâtiment Kentia, cité Jacarandas, Cayenne.

### Demain

► **Semaine mondiale de l'allaitement.** Au pôle femme-enfant du CHC, à partir de 10 heures, projection du film de présentation du lactarium du CHC, présentation de l'association Préma Yana et stand d'allaitement et tire-lait.

### **Mercredi**

► **Rencontre thématique sur la douleur**, à l'occasion de la Journée mondiale de la douleur, de 13h30 à 18 heures au Grand Hôtel Montabo, à Cayenne.

- De 14h30 à 15h30, table ronde « La douleur, problème de santé publique », avec les Dr François Coisine et Benjamin Faivre (soins palliatifs, CHC), le Pr Narcisse Elanga (centre d'information sur la drépanocytose) et Mathilde Sauvanet, psychologue.
- A 16 heures, table ronde « Les perspectives pour une meilleure prise en compte de la douleur », avec le Dr Gilbert Ursulet (centre de traitement de la douleur, CHU de Martinique).

**Renseignements et inscriptions** : <https://guyane.france-assos-sante.org/2022/09/19/journee-de-la-douleur-mercredi-19-octobre-2022/>

► **Formation « allaitement maternel »** organisée par le réseau Périnat, à Cayenne et Kourou.

### **Jeudi**

► **Journée d'information sur les troubles psychiques**, à destination des usagers et des proches aidants, organisé par France Assos santé, dans le cadre des Semaines de la santé mentale. De 9 heures à 16 heures, dans les locaux de France assos santé, à Rémire-Montjoly. Inscription obligatoire au [0594 28 91 09](tel:0594289109).

► **Ciné-débat** avec des usagers et professionnels de la santé mentale en Guyane : *Le Soleil de trop près*, à 19 heures au cinéma Eldorado.

### **Samedi**

► **Semaine de la santé mentale**. Journée d'information sur les troubles psychiques à destination des usagers et des proches aidants, organisé par France Assos santé, de 9 heures à 16 heures, à la maison des adolescents, à Saint-Laurent du Maroni. Au programme : apprendre à repérer les manifestations de la maladie, connaître les prises en charge permettant le rétablissement, organiser les soins en psychiatrie, connaître les structures sanitaires et médico-sociales, connaître les dispositifs d'aide. Renseignements et inscriptions : <https://guyane.france-assos-sante.org/2022/09/28/journees-dinformation-sur-les-troubles-psychiques-semaines-dinformation-sur-la-sante-mentale-2022/>

► « **Fo Zot Savé** » : Leevan Decou, étudiant en dernière année de pharmacie, répondra aux questions de Fabien Sublet sur les nouvelles missions des pharmaciens (entretiens pharmaceutiques, vaccinations élargies, dépistage du cancer colorectal...), à 9 heures sur Guyane la 1ère.

### **Du 15 au 19 novembre**

► **Assises amazoniennes de gynécologie, obstétrique et pédiatrie**, au Royal Amazonia, à Cayenne. [Découvrir le programme complet](#). [S'inscrire](#).

**Faites connaître vos évènements dans l'agenda de la Lettre pro en écrivant à [pierre-yves.carlier@ars.sante.fr](mailto:pierre-yves.carlier@ars.sante.fr)**

**Le message du jour** 

BOUGER PLUS

Faire bouger les ados, c'est pas évident. Mais les encourager c'est important.

VOIR LE CONTENU



[Consultez tous les numéros de Covid-19 - La lettre Pro](#)

**Agence régionale de santé Guyane**

Directeur de la publication : Clara de Bort

Conception et rédaction : ARS Guyane Communication

Standard : 05 94 25 49 89



[www.guyane.ars.sante.fr](http://www.guyane.ars.sante.fr)

[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)